



Avant-projet de loi portant assentiment à l'Avenant, fait à Bruxelles le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009.

Voorontwerp van wet houdende instemming met het Avenant, gedaan te Brussel op 5 december 2017, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

**A tous, présents et à venir,
Salut.**

**Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.**

Sur la proposition de la ministre des Affaires étrangères et du ministre des Finances,

Op voordracht van de minister van Buitenlandse Zaken en van de minister van Financiën,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

La ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances sont chargés de présenter, en Notre Nom, à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

De minister van Buitenlandse Zaken en de minister van Financiën zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze Naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

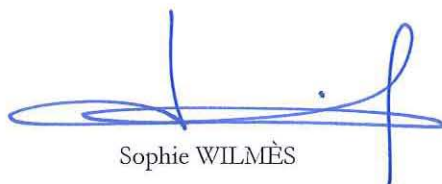
ART. 2

L'Avenant, fait à Bruxelles le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

La ministre des Affaires étrangères,



Sophie WILMÈS

Le ministre des Finances,

ART. 2

Het Avenant, gedaan te Brussel op 5 december 2017, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE:

De minister van Buitenlandse Zaken,

De minister van Financiën,



Vincent VAN PETEGHEM

PROJET DE LOI

Portant assentiment à l'Avenant, fait à Bruxelles le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement soumet aujourd'hui à votre assentiment l'Avenant, fait à Bruxelles le 5/12/2017, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 (ci-après "l'Avenant").

Les dispositions de l'Avenant concernent uniquement les revenus des professions dépendantes visées à l'article 15 de la Convention du 17 septembre 1970, telle que modifiée par les Avenants de 2002 et de 2009. Dès lors que seul l'impôt des personnes physiques est concerné, l'administration fédérale estime que l'Avenant relève de la compétence exclusive de l'Etat fédéral.

Vous trouverez ci-après une description du contexte politique et économique ayant entouré la conclusion de l'Avenant ainsi que l'analyse des dispositions techniques.

A. Contexte politique et économique

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg sont liés par la Convention préventive de la double imposition du 17 septembre 1970 qui a été modifiée par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 (ci-après « la Convention »).

L'Avenant soumis aujourd'hui à votre assentiment constitue la confirmation des dispositions d'un accord amiable conclu le 16 mars 2015 sur base de l'article 25, § 3 de la Convention. Le point 4 dudit accord amiable prévoit en effet que « *La Convention préventive de la double imposition du 17 septembre 1970 sera complétée dans les meilleurs délais par un Avenant confirmant le présent accord amiable.* ».

Un premier Avenant avait été signé à cet effet le 29/03/2017, mais comportait malheureusement des erreurs. Plutôt que procéder à une rectification de ces erreurs, il a été préféré de signer un nouveau texte. L'Avenant signé le 29/3/2017 sera abandonné.

Les pourparlers qui ont abouti à la conclusion de l'accord amiable précité et, indirectement, du présent Avenant ont débuté dans le cadre de négociations plus larges concernant une série de dossiers liés au travail frontalier belgo-luxembourgeois qui – pour la bonne compréhension du contexte général – seront brièvement évoqués ci-après.

1. Financement des communes frontalières belges

Des milliers de résidents belges traversent quotidiennement la frontière du pays pour exercer une activité professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg. Le nombre de frontaliers belges travaillant au Grand-Duché ne cesse d'augmenter. En 2010 ils étaient environ 35.500, en 2016, ils étaient déjà plus de 40.000¹.

Etant donné que les revenus professionnels de ces frontaliers sont généralement imposables au Grand-Duché de Luxembourg et exemptés d'impôt en Belgique en vertu de la Convention, les communes où résident ces frontaliers perdent chaque année une partie - parfois importante - de leurs recettes en additionnels communaux. En vue de remédier à cette situation, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ont mis en place, au début des années 2000, un système de compensation financière² que le Luxembourg attribue annuellement à la Belgique en faveur des communes belges avec une importante population de frontaliers travaillant au Grand-Duché.

Vu le flux croissant de frontaliers travaillant au Luxembourg, la compensation financière – initialement fixée à 15.000.000 EUR (indexés) – s'est rapidement avérée insuffisante pour couvrir les pertes réelles en additionnels à l'impôt des personnes physiques de ces communes. En 2012, l'écart entre le montant que les communes belges auraient pu percevoir, si les revenus luxembourgeois avaient été imposables en Belgique, et le montant que le Luxembourg attribuait effectivement à la Belgique, s'élevait déjà à quelques 16 millions d'euros. Par conséquent, la Belgique a demandé aux autorités luxembourgeoises de revoir le montant de ladite compensation.

A l'issue de plusieurs tours de négociations, la Belgique a obtenu une augmentation significative du montant de la compensation, dont le montant de base a été porté de 15.000.000 à 30.000.000 d'euros à partir de l'année 2015.

2. Présence physique dans l'Etat d'activité – règle de tolérance et charge de la preuve

Conformément au modèle de Convention de l'OCDE, la Convention belgo-luxembourgeoise prévoit, qu'en règle générale, les revenus de professions dépendantes sont imposables dans l'Etat où l'activité professionnelle est exercée. Le § 8 du Protocole final de la Convention précise par ailleurs, qu'un emploi salarié est exercé dans un Etat contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet Etat, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet Etat pour y exercer cette activité.

Les rémunérations recueillies par un résident belge exerçant son activité salariée effectivement au Grand-Duché de Luxembourg - c.-à-d. en y étant physiquement présent - sont dès lors imposables au Luxembourg et exemptées en Belgique de l'impôt des personnes physiques.

Il arrive cependant régulièrement qu'un tel salarié soit amené, dans le cadre de son activité professionnelle, à être présent pendant un certain nombre de jours en Belgique et/ou dans un Etat tiers (formations professionnelles organisées hors du Luxembourg, télétravail au domicile belge, visite de clients hors du Luxembourg etc.). La partie de la rémunération se rapportant à ces jours de travail exercés en Belgique et/ou dans un Etat tiers sont, sous certaines conditions, imposables en Belgique.

¹ Statistiques sur les travailleurs frontaliers publiées par l'INAMI.

² La compensation financière a été instaurée par la Décision du Comité de Ministres de l'UEBL du 14 décembre 2001

Une application très stricte de la règle de la présence physique peut engendrer une complication administrative disproportionnée par rapport à l'impôt que cela pourrait générer dans cet Etat de résidence. C'est le cas par exemple, si cet Etat cherche à imposer la rémunération se rapportant à quelques journées de formation suivies dans l'Etat de résidence ou dans un Etat tiers, alors que le salarié est normalement physiquement présent tous les jours dans l'autre Etat contractant pour y exercer son activité professionnelle.

En vue d'éviter ce genre de situations, la délégation luxembourgeoise avait proposé en 2014 la conclusion d'un accord amiable interprétatif de l'article 15, §1er de la Convention. Un accord similaire a été conclu en 2011 entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne.

Les négociations qui ont été menées parallèlement à celles portant sur la révision de la compensation financière, ont abouti à la conclusion d'un accord amiable basé sur l'article 25 de la Convention. A l'instar de l'accord germano-luxembourgeois précité, l'accord négocié entre le Luxembourg et la Belgique prévoit une règle de tolérance permettant au frontalier de rester imposable dans son Etat de travail « habituel » même s'il exerce une partie de ses activités dans un autre Etat (dans son Etat de résidence et/ou dans un Etat tiers) pendant un nombre maximum de 24 jours au cours de la période imposable concernée. Vous trouverez d'avantage de détails concernant ladite règle « des 24 jours » dans la partie B. « Dispositions techniques » figurant ci-après.

L'accord amiable est entré en vigueur le jour de sa signature, le 16 mars 2015, et est applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations des périodes imposables prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2015. Le point 4 de l'accord prévoit que la Convention sera complétée dans les meilleurs délais par un Avenant confirmant les dispositions de l'accord amiable. C'est l'objet du présent Avenant.

3. Présence physique dans l'Etat d'activité – Vademecum sur la charge de la preuve

Lors des pourparlers en vue de la révision de la compensation financière et l'instauration de la règle de tolérance des 24 jours, les deux délégations ont également abordé une série de problèmes pratiques liés aux contrôles fiscaux des travailleurs frontaliers. Ces problèmes sortent manifestement du contexte du présent exposé et ne seront dès lors pas développés dans ce cadre. Toujours utile que les délégations belge et luxembourgeoise sont également convenues de règles communes pour le contrôle des travailleurs frontaliers permettant une plus grande sécurité juridique à toutes les parties concernées. Le Vademecum sur la charge de la preuve en matière de présence physique sur le territoire d'un Etat rappelle les dispositions légales en vigueur et établit une gradation en matière de preuves à fournir en fonction de l'activité exercée par le travailleur. Bien que le Vademecum concerne en premier lieu les relations belgo-luxembourgeoises, ses principes sont également valables dans les relations avec d'autres pays.

Ces trois sujets concernant le travail frontaliers ont été discutés parallèlement en vue d'arriver à un compromis global et un paquet de mesures équilibré. Le 16 mars 2015, les Ministres des Finances des deux Etats ont signé les trois accords suivants :

1. Une nouvelle Décision du Comité de Ministres de l'UEBL révisant la compensation financière en faveur des communes belges
2. Un accord amiable instaurant une règle de tolérance de 24 jours
3. Un vademecum sur la charge de la preuve

Les différents accords mentionnés ci-dessus sont disponibles sur le site internet du SPF Finances.

B. Dispositions techniques

L'avenant porte uniquement sur les professions dépendantes visées à l'article 15 de la Convention et au paragraphe 8 du Protocole final.

Article I (modification du paragraphe 8 du Protocole final de la Convention)

L'actuel paragraphe 8 (professions dépendantes) du Protocole final contient des précisions par rapport aux paragraphes 1 et 2 de l'article 15 (professions dépendantes) de la Convention. On y précise qu'un emploi salarié exercé par un résident d'un Etat contractant dans l'autre Etat contractant est considéré comme étant effectivement exercé dans cet autre Etat lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer son activité. Il s'agit d'une clause habituellement proposée par la Belgique et figurant dans le modèle standard belge.

L'article I de l'Avenant supprime cette disposition et la remplace par les nouvelles dispositions 1° et 2° commentées ci-après.

Paragraphe 8, 1° *Ad article 15, §§ 1 et 2*

Le nouveau paragraphe 8, 1° du Protocole final confirme l'application des règles OCDE en matière d'imposition des professions dépendantes, notamment du **principe de la présence physique**. Dans la première phrase du nouveau paragraphe 8, 1°, les Etats contractants confirment que la répartition du pouvoir d'imposition entre les deux Etats s'effectue selon les principes figurant dans les commentaires du modèle de Convention fiscale de l'OCDE. La deuxième phrase du paragraphe 8, 1° reprend simplement la disposition actuelle (c.-à-d. celle qui est supprimée par le présent Avenant) du paragraphe 8 du Protocole final.

En pratique, les rémunérations recueillies par un résident d'un Etat contractant (p.ex. la Belgique) exerçant une activité salariée dans l'autre Etat contractant (c.-à-d. au Luxembourg) auprès d'un employeur résident de cet autre Etat et en y étant physiquement présent sont donc imposables dans cet autre Etat (c.-à-d. au Luxembourg). L'Etat de résidence, (la Belgique) doit exonérer ce revenu en vertu de l'article 23, paragraphe 2, 1° de la Convention. A défaut d'être physiquement présent au Grand-Duché pour y exercer son activité, le travailleur est imposable en Belgique, à tout le moins pour la partie de la rémunération se rapportant aux jours de travail prestés en Belgique. Il en va de même pour les jours prestés dans un Etat tiers, à condition toutefois qu'il existe une convention préventive de la double imposition entre l'Etat de résidence (dans notre exemple, la Belgique) et cet Etat tiers et que l'activité exercée dans l'Etat tiers n'excède pas au total 183 jours et que l'employeur ne dispose dans cet Etat tiers d'un établissement stable qui supporte la charge des rémunérations du travailleur.

Il n'est pas rare effectivement qu'un salarié, résident d'un Etat contractant et travaillant habituellement pour un employeur établi dans l'autre Etat contractant soit amené, dans le cadre de son activité professionnelle, à être présent pendant un certain nombre de jours dans son Etat de résidence et/ou dans un Etat tiers (télétravail, formations professionnelles, visite chez des clients de l'employeur etc.). La partie de la rémunération se rapportant à ces jours prestés dans l'Etat de résidence et/ou dans un Etat tiers sont en principe imposables dans l'Etat de résidence.

Un exemple permettra d'illustrer la règle de la présence physique.

Un résident belge travaille habituellement dans les bureaux de son employeur luxembourgeois qui ne dispose d'aucun établissement stable à l'étranger. Au cours de l'année 2014, il a effectué quelques

jours de télétravail à son domicile en Belgique. Il a également participé à une formation professionnelle que son employeur a organisé en Allemagne pour l'ensemble du personnel. Il a travaillé durant 230 jours répartis comme suit :

Lieux d'activité			Lieux d'imposition		
Luxembourg	Belgique (télétravail)	Allemagne	Luxembourg	Belgique	Allemagne
224 j.	3 j.	3 j.	224 j.	6 j. ⁽¹⁾	0 j.
100 j.	0 j.	130 j.	100 j.	130 j. ⁽¹⁾	0 j.
10 j.	30 j.	190 j.	10 j.	30 j.	190 j.
200 j.	15 j.	15 j.	200 j.	30 j. ⁽¹⁾	0 j.
206 j.	12 j.	12 j.	206 j.	24 j. ⁽¹⁾	0 j.

⁽¹⁾ Le droit d'imposer les rémunérations résultant de l'activité exercée en Allemagne durant une période ou des périodes n'excédant pas 183 jours par année civile revient à la Belgique (application de la « règle des 183 jours » prévue à l'article 15, § 2, de la Convention belgo-allemande du 11.04.1967).

Le tableau repris ci-dessus illustre la règle de la présence physique, conformément aux principes du modèle de convention de l'OCDE et confirmés par le nouveau paragraphe 8, 1° du Protocole final. Les lignes à fond gris indiquent les cas où la règle dérogatoire du paragraphe 8, 2° (règle dite des « 24 jours ») va modifier l'attribution du pouvoir d'imposition qui, dans certains cas, va être transféré du pays de résidence au pays d'activité.

Paragraphe 8, 2° Ad article 15, § 1

Une application très stricte du principe de la présence physique peut amener l'Etat de résidence à imposer une rémunération se rapportant à seulement quelques jours de travail par an prestés dans l'Etat de résidence, ce qui peut donner lieu à une complication administrative inutile et disproportionnée par rapport à l'impôt que cela pourrait générer dans cet Etat.

Pour cette raison, la Belgique et le Luxembourg ont introduit « une règle de tolérance » en vertu de laquelle, l'Etat de résidence renonce à imposer certaines rémunérations, bien que celles-ci se rapportent à des activités exercées sur son territoire ou sur le territoire d'un Etat tiers.

Le nouveau paragraphe 8, 2° du Protocole final déroge expressément au principe de la présence physique dont il est question au paragraphe 8, 1° en introduisant la règle dite des « 24 jours ». Cette règle prévoit qu'un « résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat contractant durant toute la période imposable. »

Est visé la situation d'un salarié, résident d'un Etat contractant (p.ex. la Belgique) qui travaille généralement au service d'un employeur dans l'autre Etat contractant (p.ex. le Luxembourg) et qui, dans le cadre de son activité professionnelle et pendant un nombre limité de jours (maximum 24 jours par période imposable) est présent dans l'Etat de sa résidence ou dans un Etat tiers. En vertu du nouveau paragraphe 8, 2° du Protocole final, il est fait abstraction de cette période de travail en dehors de son Etat d'activité habituel (dans notre exemple, le Luxembourg) et l'ensemble des activités professionnelles de ce salarié est censé être exercé effectivement dans cet Etat (le Luxembourg) durant toute la période imposable. Dès que le seuil des 24 jours est dépassé, les règles habituelles, exposées ci-dessus (paragraphe 8, 1°) sont applicables.

En partant des mêmes données que dans l'exemple précédent, le tableau suivant permet d'illustrer l'effet de la règle des 24 jours sur le transfert du pouvoir d'imposition. Il est cependant supposé que l'activité est exercée durant l'année 2015 (application de l'accord amiable du 16 mars 2015).

Lieux d'activité			Lieux d'imposition		
Luxembourg	Belgique (télétravail)	Allemagne	Luxembourg	Belgique	Allemagne
224 j.	3 j.	3 j.	230 j. ⁽²⁾	0 j.	0 j.
100 j.	0 j.	130 j.	100 j.	130 j. ⁽¹⁾	0 j.
10 j.	30 j.	190 j.	10 j.	30 j.	190 j.
200 j.	15 j.	15 j.	200 j.	30 j. ⁽¹⁾	0 j.
206 j.	12 j.	12 j.	230 j. ⁽²⁾	0 j.	0 j.

⁽¹⁾ Le droit d'imposer les rémunérations résultant de l'activité exercée en Allemagne durant une période ou des périodes n'excédant pas 183 jours par année civile revient à la Belgique (application de la « règle des 183 jours » prévue à l'article 15, § 2, de la Convention belgo-allemande du 11.04.1967).

⁽²⁾ Sur la base du nouveau paragraphe 8, 2° du Protocole final, le Luxembourg est autorisé à imposer les rémunérations correspondant aux jours d'activité exercés en Belgique et en Allemagne.

En vue d'éviter tout conflit entre les dispositions de l'Avenant et celles d'une autre convention préventive de la double imposition conclue par l'un des Etats contractants, il a été convenu que la règle dite des « 24 jours » ne s'applique pas lorsqu'une convention conclue par l'un des Etats contractants avec un Etat tiers permet à cet Etat tiers d'imposer les rémunérations relatives à un emploi exercé dans cet Etat. Autrement dit, lorsqu'un des deux Etats contractants a accepté, au travers d'une convention préventive de la double imposition, de céder son pouvoir d'imposition à un Etat tiers, la nouvelle règle des 24 jours ne peut avoir pour effet de permettre à l'autre Etat contractant de récupérer ce pouvoir d'imposition à son profit.

Exemple

Un résident belge est au service d'un employeur établi au Grand-Duché de Luxembourg qui ne dispose d'aucun établissement stable à l'étranger. Au cours de l'année 2017, il travaille durant 230 jours selon la répartition suivante :

	Lieux d'activité			Lieux d'imposition		
	Luxembourg	Belgique	France	Luxembourg	Belgique	France
1 ^{er} cas :	200 j.	15 j.	15 j.	200 j.	15 j.	15 j.
2 ^{ème} cas :	206 j.	4 j.	20 j.	210 j.	0 j.	20 j.

Dans le premier cas, chacun des Etats peut imposer les rémunérations se rapportant aux activités exercées sur son territoire. La nouvelle règle « des 24 jours » prévue par l'accord amiable et le présent Avenant n'est pas applicable étant donné que la période de tolérance des 24 jours est dépassée. Les 15 jours d'activités en Belgique seront donc imposables en Belgique, Etat de résidence. En ce qui concerne les 15 jours exercés en France, ils sont imposables en France en vertu de la Convention belgo-française préventive de la double imposition du 10 mars 1964. L'article 11, § 2, a, 2^o, de cette Convention exige en effet que l'employeur soit établi dans l'Etat de résidence du travailleur (dans notre exemple, la Belgique) pour que la « règle des 183 jours » s'applique. A défaut, le pouvoir d'imposition reste acquis à la France, Etat d'activité.

Dans le deuxième cas, la Belgique cède son pouvoir d'imposition au Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la nouvelle règle « des 24 jours ». Cette règle n'a cependant pas d'incidence sur le pouvoir d'imposition qui appartient à la France en vertu de la Convention belgo-française préventive de la double imposition du 10 mars 1964.

Les commentaires administratifs publiés à l'occasion de la conclusion de l'accord amiable du 16 mars 2015 contiennent davantage d'informations pratiques concernant la nouvelle règle des « 24 jours ». La circulaire de l'Administration générale de la Fiscalité (AGFisc N° 22/2015 (N° Ci.700.520) du 1/6/2015) est disponible sur le site du SPF Finances (Fisconet plus).

Article II (entrée en vigueur et prise d'effet rétroactive)

L'Avenant entrera en vigueur dès que chacun des Etats aura notifié à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises. Ses dispositions seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2015. En effet, l'Avenant confirme les dispositions prises dans le cadre de l'accord amiable du 16 mars 2015 (cf. point A. ci-avant - Contexte politique et économique) qui est entré en vigueur le jour de sa signature et est applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations des périodes imposables prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2015.

X

X

X

Le Gouvernement estime que le paquet de mesures adoptées par la signature des accords du 16 mars 2015 et dont le présent Avenant soumis à votre assentiment est à la fois une conséquence directe et un élément essentiel, contient des solutions équilibrées pour les deux Etats contractants ainsi que pour les frontaliers belgo-luxembourgeois.

Le Gouvernement vous propose par conséquent d'approuver le présent Avenant afin qu'il puisse entrer en vigueur dans le plus bref délai possible.

La ministre des Affaires étrangères,



Sophie WILMÈS

Le ministre des Finances,



Vincent VAN PETEGHEM

ONTWERP VAN WET

Houdende instemming met het Avenant, gedaan te Brussel op 5 december 2017, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009

MEMORIE VAN TOELICHTING

Dames en heren,

De Regering onderwerpt heden aan uw instemming het Avenant, gedaan te Brussel op 5/12/2017, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009 (hierna "het Avenant").

De bepalingen van het Avenant hebben uitsluitend betrekking op de inkomsten uit niet-zelfstandige beroepen die bedoeld zijn in artikel 15 van de Overeenkomst van 17 september 1970 zoals gewijzigd door de Avenanten van 2002 en van 2009. Wanneer het enkel gaat om de personenbelasting is de federale administratie van oordeel dat het Avenant onder de uitsluitende bevoegdheid van de federale Staat valt.

Hierna vindt u een beschrijving van de politieke en economische context waarin het Avenant werd gesloten, alsmede de analyse van de technische bepalingen.

A. Politieke en economische context

België en het Groothertogdom Luxemburg zijn gebonden door de Overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting van 17 september 1970, die werd gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009 (hierna "de Overeenkomst").

Het Avenant dat heden aan uw instemming wordt onderworpen bevestigt de bepalingen van een regeling die op grond van artikel 25 § 3 van de Overeenkomst in onderlinge overeenstemming werd gesloten op 16 maart 2015. Punt 4 van genoemde regeling bepaalt immers : *"De Overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting van 17 september 1970 zal zo spoedig mogelijk worden aangevuld met een Avenant ter bevestiging van deze overeengekomen regeling."*

Hiervoor werd op 29/03/2017 een eerste Avenant ondertekend, maar dit bevatte helaas fouten. Liever dan over te gaan tot een rechtzetting van die fouten werd de voorkeur gegeven aan het ondertekenen van een nieuwe tekst. Het op 29/03/2017 ondertekende Avenant zal worden opgeheven.

De besprekingen die hebben geleid tot het sluiten van voornoemde overeengekomen regeling en, onrechtstreeks, van dit Avenant, werden aangevat in het kader van ruimere onderhandelingen betreffende een reeks dossiers die verband houden met Belgisch-Luxemburgse grensarbeid. Die dossiers worden hierna - om de algemene context duidelijk te maken - beknopt uiteengezet.

1. Financiering van de Belgische grensgemeenten

Duizenden Belgische inwoners steken dagelijks de landsgrens over om een beroepswerkzaamheid uit te oefenen in het Groothertogdom Luxemburg. Het aantal Belgische grensarbeiders dat in het Groothertogdom werkt, blijft toenemen. In 2010 waren er ongeveer 35.500; in 2016 reeds meer dan 40.000.¹

Aangezien de beroepsinkomsten van die grensarbeiders krachtens de Overeenkomst over het algemeen in het Groothertogdom Luxemburg mogen worden belast en in België vrijgesteld zijn van belasting, verliezen de gemeenten waar die grensarbeiders wonen elk jaar een - soms aanzienlijk - deel van hun ontvangsten en gemeentelijke opcentiemen. Om deze situatie op te lossen hebben België en het Groothertogdom Luxemburg in het begin van de jaren 2000 een systeem ingevoerd waarbij Luxemburg jaarlijks financiële compensatie² verleent aan België ten voordele van Belgische gemeenten met een hoog aantal grensarbeiders dat in het Groothertogdom werkt.

Gezien de toenemende stroom van grensarbeiders die in Luxemburg werken, bleek snel dat de financiële compensatie - die oorspronkelijk werd vastgelegd op 15.000.000 EUR (geïndexeerd) - onvoldoende was om de reële verliezen aan opcentiemen op de personenbelasting van die gemeenten te dekken. In 2012 was het verschil tussen het bedrag dat de Belgische gemeenten hadden kunnen innen indien de Luxemburgse inkomsten in België hadden mogen worden belast, en het bedrag dat Luxemburg daadwerkelijk aan België toekende, reeds zo'n 16 miljoen euro. België heeft bijgevolg aan de Luxemburgse autoriteiten gevraagd om het bedrag van de genoemde compensatie te herzien.

Op het einde van verscheidene onderhandelingsrondes heeft België verkregen dat het bedrag van de compensatie aanzienlijk verhoogd werd, van het basisbedrag 15.000.000 tot 30.000.000 euro vanaf het jaar 2015.

2. Fysieke aanwezigheid in de werkstaat - tolerantieregel en bewijslast

In overeenstemming met het model van overeenkomst van de OESO bepaalt de Belgisch-Luxemburgse overeenkomst dat de inkomsten uit niet-zelfstandige beroepen over het algemeen belast mogen worden in de Staat waar de beroepswerkzaamheid wordt uitgeoefend. Bovendien bepaalt § 8 van het Slotprotocol van de Overeenkomst dat een dienstbetrekking in een overeenkomstsluitende Staat uitgeoefend wordt wanneer de werkzaamheid uit hoofde waarvan de lonen, salarissen en andere beloningen betaald worden daadwerkelijk in die Staat uitgeoefend wordt, dit wil zeggen, wanneer de werknemer fysiek aanwezig is in die Staat om aldaar die werkzaamheid uit te oefenen.

De beloningen verkregen door een Belgische inwoner die zijn dienstbetrekking daadwerkelijk uitoefent in het Groothertogdom Luxemburg - d.w.z. dat hij aldaar fysiek aanwezig is - mogen bijgevolg worden belast in Luxemburg en worden in België vrijgesteld van de personenbelasting.

Het gebeurt evenwel geregeld dat dergelijke werknemer in het kader van zijn beroepswerkzaamheid gedurende een aantal dagen in België en/of in een derde Staat aanwezig moet zijn (beroepsopleiding georganiseerd buiten Luxemburg, thuiswerk in de Belgische woonplaats, bezoek aan klanten buiten Luxemburg, enz.). Het deel van de beloning dat betrekking heeft op die dagen waarin het werk werd uitgeoefend in België en/of in een derde Staat; mag onder bepaalde voorwaarden in België belast worden.

¹ Statistieken betreffende de grensarbeiders gepubliceerd door het RIZIV.

² De financiële compensatie werd ingesteld door de Beslissing van het Comité van Ministers van de BLEU van 14 december 2001.

Een heel strikte toepassing van de regel van de fysieke aanwezigheid kan leiden tot een administratieve complicatie die niet in verhouding staat tot het bedrag aan belasting dat hierdoor in die woonstaat zou kunnen ontstaan. Dat is bijvoorbeeld het geval wanneer die Staat belasting wil heffen van de beloning die betrekking heeft op enkele dagen opleiding die werden gevolgd in de woonstaat of in een derde Staat, terwijl de werknemer normaal gezien alle dagen fysiek aanwezig is in de andere overeenkomstsluitende Staat om aldaar zijn beroepswerkzaamheid uit te oefenen.

Om dat soort situaties te vermijden had de Luxemburgse delegatie in 2014 voorgesteld om een regeling in onderlinge overeenstemming te sluiten voor de interpretatie van artikel 15 § 1 van de Overeenkomst. Een gelijkaardige regeling werd in 2011 gesloten tussen het Groothertogdom Luxemburg en Duitsland.

De onderhandelingen verliepen parallel met de onderhandelingen over het herzien van de financiële compensatie. Ze hebben ertoe geleid dat een regeling in onderlinge overeenstemming werd gesloten op grond van artikel 25 van de Overeenkomst. Naar het voorbeeld van voornoemde Duits-Luxemburgse regeling voorziet de regeling die tussen Luxemburg en België werd onderhandeld in een tolerantieregel waardoor de grensarbeider belastbaar kan blijven in zijn “gebruikelijke” werkstaat, zelfs indien hij een deel van zijn werkzaamheden uitoefent in een andere Staat (in zijn woonstaat en/of in een derde Staat) gedurende maximaal 24 dagen in de loop van het desbetreffende belastbaar tijdperk. Meer details omtrent genoemde “24 dagenregel” vindt u in deel B. “Technische bepalingen” hierna.

De overeengekomen regeling is in werking getreden op de dag van de ondertekening ervan, op 16 maart 2015, en is van toepassing op de lonen, salarissen en andere beloningen van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari 2015. Punt 4 van de regeling bepaalt dat de Overeenkomst zo spoedig mogelijk zal aangevuld worden met een Avenant ter bevestiging van de bepalingen van de overeengekomen regeling. Dat is het doel van dit Avenant.

3. Fysieke aanwezigheid in de werkstaat - Vademecum over de bewijslast

Tijdens de besprekingen voor de herziening van de financiële compensatie en de invoering van de tolerantieregel van 24 dagen, hebben beide delegaties eveneens een reeks praktische problemen aangepakt die verband houden met de belastingcontrole van de grensarbeiders. Die problemen vallen duidelijk buiten de context van deze memorie en worden hier bijgevolg niet verder besproken. Het is wel nuttig dat de Belgische en Luxemburgse delegaties eveneens gemeenschappelijke regels overeengekomen zijn inzake de controle van de grensarbeiders die alle betrokken partijen meer rechtszekerheid bieden. Het Vademecum over de bewijslast inzake de fysieke aanwezigheid op het grondgebied van een Staat wijst op de in werking zijnde wettelijke bepalingen en legt in functie van de door de werknemer uitgeoefende werkzaamheid een gradatie vast inzake de bewijzen die verstrekt moeten worden. Hoewel het Vademecum in de eerste plaats betrekking heeft op de Belgisch-Luxemburgse betrekkingen, zijn de principes ervan eveneens van toepassing in de betrekkingen met andere landen.

Die drie punten betreffende de grensarbeid werden parallel besproken en hebben uiteindelijk geleid tot een globaal compromis en een pakket van evenwichtige maatregelen. Op 16 maart 2015 hebben de Ministers van Financiën van de twee Staten de drie volgende akkoorden ondertekend:

1. Een nieuwe Beslissing van het Comité van Ministers van de BLEU, tot herziening van de financiële compensatie ten voordele van de Belgische gemeenten.
2. Een regeling in onderlinge overeenstemming die een tolerantieregel van 24 dagen instelt.
3. Een vademecum over de bewijslast.

De verschillende hierboven genoemde akkoorden kunnen worden geraadpleegd op de website van de FOD Financiën.

B. Technische bepalingen.

Het Avenant heeft uitsluitend betrekking op de niet-zelfstandige beroepen bedoeld in artikel 15 van de Overeenkomst en in paragraaf 8 van het Slotprotocol.

Artikel I (wijziging van paragraaf 8 van het Slotprotocol van de Overeenkomst)

De huidige paragraaf 8 (niet-zelfstandige beroepen) van het Slotprotocol gaat nader in op de paragrafen 1 en 2 van artikel 15 (niet-zelfstandige beroepen) van de Overeenkomst. Daarin wordt gezegd dat een dienstbetrekking die door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend in de andere overeenkomstsluitende Staat, geacht wordt daadwerkelijk in die Staat te zijn uitgeoefend wanneer de werknemer in die andere Staat fysiek aanwezig is om aldaar zijn werkzaamheid uit te oefenen. Het gaat om een clause die gewoonlijk door België wordt voorgesteld en die is opgenomen in het Belgische standaardmodel.

Artikel I van het Avenant heft die bepaling op en vervangt ze door de nieuwe bepalingen 1° en 2°, die hierna besproken worden.

Paragraaf 8, 1° *Ad artikel 15, §§ 1 en 2*

De nieuwe paragraaf 8, 1° van het Slotprotocol bevestigt de toepassing van de OESO-regels inzake de belastingheffing van de niet-zelfstandige beroepen, met name van het **principe van de fysieke aanwezigheid**. In de eerste zin van de nieuwe paragraaf 8, 1°, bevestigen de overeenkomstsluitende Staten dat de verdeling van de heffingsbevoegdheid tussen de twee Staten wordt verricht overeenkomstig de principes die zijn opgenomen in de commentaar bij het model van belastingovereenkomst van de OESO. De tweede zin van paragraaf 8, 1° herneemt eenvoudigweg de huidige bepaling (d.w.z. die welke door dit Avenant wordt opgeheven) van paragraaf 8 van het Slotprotocol.

Beloningen die zijn verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat (bv België) die in de andere overeenkomstsluitende Staat (d.w.z. in Luxemburg) een dienstbetrekking uitoefent bij een werkgever die inwoner is van die andere Staat en waarbij die werknemer fysiek aanwezig is in die andere Staat, mogen in de praktijk dus in die andere Staat (d.w.z. in Luxemburg) belast worden. De woonstaat (België) moet dat inkomen vrijstellen krachtens artikel 23, paragraaf 2, 1° van de Overeenkomst. Wanneer de werknemer niet fysiek aanwezig is in het Groothertogdom om aldaar zijn werkzaamheid uit te oefenen, mag hij in België belast worden, ten minste voor het deel van de beloning die verband houdt met de dagen waarop de werkzaamheden in België werden uitgeoefend. Hetzelfde geldt voor de dagen waarop in een derde Staat werd gewerkt, maar wel op voorwaarde dat er een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting bestaat tussen de woonstaat (in ons voorbeeld, België) en die derde Staat, dat de in de derde Staat uitgeoefende werkzaamheid niet langer duurt dan 183 dagen in totaal en dat de werkgever in die derde Staat niet beschikt over een vaste inrichting die de last van de beloningen van de werknemer draagt.

Het gebeurt inderdaad niet zelden dat een werknemer, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat en die gewoonlijk werkt voor een in de andere Staat gevestigde werkgever, in het kader van zijn beroepswerkzaamheid gedurende een aantal dagen in zijn woonstaat en/of in een derde Staat aanwezig moet zijn (thuiswerk, beroepsopleiding, bezoek aan klanten van de werkgever, enz.). Het deel van de beloning dat betrekking heeft op die dagen waarin het werk werd uitgeoefend in de woonstaat en/of in een derde Staat, mag in principe in de woonstaat belast worden.

Door middel van een voorbeeld kan de regel van de fysieke aanwezigheid verduidelijkt worden.

Een Belgisch inwoner werkt gewoonlijk in de kantoren van zijn Luxemburgse werkgever die niet beschikt over een vaste inrichting in het buitenland. In de loop van het jaar 2014 heeft hij enkele dagen thuiswerk verricht in zijn woonplaats in België. Hij heeft eveneens een beroepsopleiding gevolgd die zijn werkgever in Duitsland voor alle personeelsleden heeft georganiseerd. Hij heeft gedurende 230 dagen gewerkt, die als volgt verdeeld zijn:

Plaats van de werkzaamheid			Plaats van belastingheffing		
Luxemburg	België (thuiswerk)	Duitsland	Luxemburg	België	Duitsland
224 d.	3 d.	3 d.	224 d.	6 d.(1)	0 d.
100 d.	0 d.	130 d.	100 d.	130 d.(1)	0 d.
10 d.	30 d.	190 d.	10 d.	30 d.	190 d.
200 d.	15 d.	15 d.	200 d.	30 d. ⁽¹⁾	0 d.
206 d.	12 d.	12 d.	206 d.	24 d. ⁽¹⁾	0 d.

- (1) Het recht om belasting te heffen van de beloningen die voortkomen uit de werkzaamheid die in Duitsland werd uitgeoefend gedurende een tijdvak of tijdvakken die 183 dagen per kalenderjaar niet te boven gaan, komt toe aan België (toepassing van de “183 dagenregel”, waarin is voorzien in artikel 15 § 2 van de Belgisch-Duitse Overeenkomst van 11.04.1967).

De tabel hierboven illustreert de regel van de fysieke aanwezigheid, in overeenstemming met de principes van het model van overeenkomst van de OESO die bevestigd worden door de nieuwe paragraaf 8, 1° van het Slotprotocol. De regels met een grijze achtergrond duiden de gevallen aan waar de afwijkende regel van paragraaf 8, 2° (de zogenaamde “24 dagenregel”) de toekenning van de heffingsbevoegdheid, die in sommige gevallen zal overgaan van de woonstaat naar de werkstaat, zal wijzigen.

Paragraaf 8, 2°, *Ad artikel 15, § 1*

Een heel strikte toepassing van het principe van de fysieke aanwezigheid kan ertoe leiden dat de woonstaat belasting heft van een beloning die betrekking heeft op slechts enkele dagen per jaar waarop in de woonstaat werd gewerkt, hetgeen aanleiding kan geven tot een onnodige administratieve complicatie die niet in verhouding staat tot het bedrag aan belasting dat hierdoor in die Staat zou kunnen ontstaan.

Om die reden hebben België en Luxemburg “een tolerantieregel” ingesteld krachtens dewelke de woonstaat afziet van de belastingheffing van sommige beloningen, hoewel deze betrekking hebben op werkzaamheden die werden uitgeoefend op zijn grondgebied of op het grondgebied van een derde Staat.

Door het invoeren van de zogenaamde “24 dagenregel” wijkt de nieuwe paragraaf 8, 2° van het Slotprotocol uitdrukkelijk af van het principe van de fysieke aanwezigheid dat aan bod komt in paragraaf 8, 1°. Deze “24 dagenregel” bepaalt dat *“een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, die een dienstbetrekking uitoefent in de andere overeenkomstsluitende Staat, en die in de loop van een belasbaar tijdperk fysiek aanwezig is in eerstgenoemde Staat en/of in een derde Staat om aldaar een*

dienstbetrekking uit te oefenen gedurende een tijdvak of tijdvakken die een totaal van 24 werkdagen niet te boven gaan, geacht wordt zijn dienstbetrekking daadwerkelijk in de andere overeenkomstsluitende Staat uit te oefenen gedurende het gehele belastbare tijdperk.”

Het gaat hier over de situatie van een werknemer, inwoner van een overeenkomstsluitende Staat (bv België) die over het algemeen in de andere overeenkomstsluitende Staat (bv Luxemburg) werkt in dienst van een werkgever en die, in het kader van zijn beroepswerkzaamheid en gedurende een beperkt aantal dagen (maximaal 24 dagen per belastbaar tijdperk) in zijn woonstaat of in een derde Staat aanwezig is. Krachtens de nieuwe paragraaf 8, 2° van het Slotprotocol wordt die werkperiode buiten zijn gebruikelijke werkstaat (in ons voorbeeld, Luxemburg) buiten beschouwing gelaten en wordt het geheel van de beroepswerkzaamheden van die werknemer geacht daadwerkelijk in die Staat (Luxemburg) te zijn uitgeoefend gedurende het gehele belastbaar tijdperk. Zodra de drempel van 24 dagen overschreden wordt, zijn de gebruikelijke regels zoals hierboven uiteengezet (paragraaf 8, 1°) van toepassing.

Uitgaande van dezelfde gegevens als in het vorige voorbeeld laat de volgende tabel zien welk effect de 24 dagenregel heeft op de overdracht van de heffingsbevoegdheid. Er wordt evenwel verondersteld dat de werkzaamheid uitgeoefend wordt gedurende het jaar 2015 (toepassing van de overeengekomen regeling van 16 maart 2015).

Plaats van de werkzaamheid			Plaats van belastingheffing		
Luxemburg	België (thuiswerk)	Duitsland	Luxemburg	België	Duitsland
224 d.	3 d.	3 d.	230 j. ⁽²⁾	0.	0.
100 d.	0 d.	130 d.	100.	130. ¹⁾	0.
10 d.	30 d.	190 d.	10.	30.	190.
200 d.	15 d.	15 d.	200.	30. ¹⁾	0.
206 d.	12 d.	12 d.	230. ²⁾	0.	0.

- (1) Het recht om belasting te heffen van de beloningen die voortkomen uit de werkzaamheid die in Duitsland werd uitgeoefend gedurende een tijdvak of tijdvakken die 183 dagen per kalenderjaar niet te boven gaan, komt toe aan België (toepassing van de “183 dagenregel”, waarin is voorzien in artikel 15 § 2 van de Belgisch-Duitse Overeenkomst van 11.04.1967). (2) Luxemburg is, op basis van de nieuwe paragraaf 8, 2° van het Slotprotocol, gemachtigd om belasting te heffen van de beloningen die overeenstemmen met de dagen waarop de werkzaamheid werd uitgeoefend in België en in Duitsland.

Om elk conflict tussen de bepalingen van het Avenant en die van een ander, door één van de overeenkomstsluitende Staten gesloten dubbelbelastingverdrag te vermijden, is overeengekomen dat de zogenaamde “24 dagenregel” niet van toepassing is wanneer een overeenkomst die door één van de overeenkomstsluitende Staten werd gesloten met een derde Staat die derde Staat toestaat belasting te heffen van de beloningen die betrekking hebben op een dienstbetrekking die in die Staat wordt uitgeoefend. Met andere woorden, wanneer één van beide overeenkomstsluitende Staten ingevolge een dubbelbelastingverdrag zijn heffingsbevoegdheid afgestaan heeft aan een derde Staat, kan de nieuwe 24 dagenregel niet tot gevolg hebben dat de andere overeenkomstsluitende Staat die heffingsbevoegdheid in zijn voordeel naar zich toe zou kunnen trekken.

Voorbeeld

Een Belgische inwoner is in dienst van een werkgever die gevestigd is in het Groothertogdom Luxemburg en die geen vaste inrichting in het buitenland heeft. In de loop van het jaar 2017 werkt hij gedurende 230 dagen, verdeeld als volgt:

	Plaats van werkzaamheid			Plaats van belastingheffing		
	Luxemburg	België	Frankrijk	Luxemburg	België	Frankrijk
1ste geval :	200 d.	15 d.	15 d.	200 d.	15 d.	15 d.
2de geval :	206 d.	4 d.	20 d.	210 d.	0 d.	20 d.

In het eerste geval mag elke Staat belasting heffen van de beloningen die betrekking hebben op de op zijn grondgebied uitgeoefende werkzaamheden. De nieuwe “24 dagenregel” waarin is voorzien door de overeengekomen regeling en door dit Avenant, is niet van toepassing aangezien de tolerantieperiode van 24 dagen overschreden is. De 15 dagen waarop in België werd gewerkt, zullen dus in België (woonstaat) belastbaar zijn. De 15 dagen waarop in Frankrijk werd gewerkt zijn belastbaar in Frankrijk krachtens de Belgisch-Franse Overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting van 10 maart 1964. Artikel 11, § 2, a, 2° van deze Overeenkomst vereist immers dat de werkgever gevestigd is in de woonstaat van de werknemer (in ons voorbeeld België) opdat de “183 dagenregel” van toepassing zou zijn. Wanneer dat niet zo is, blijft de heffingsbevoegdheid toebehoren aan Frankrijk (werkstaat).

In het tweede geval staat België zijn heffingsbevoegdheid af aan het Groothertogdom Luxemburg krachtens de nieuwe “24 dagenregel”. Deze regel heeft evenwel geen gevolgen voor de heffingsbevoegdheid die Frankrijk heeft krachtens de Belgisch-Franse Overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting van 10 maart 1964.

De administratieve commentaar die bij het sluiten van de regeling in onderlinge overeenstemming van 16 maart 2015 werd gepubliceerd, bevat meer praktische inlichtingen betreffende de nieuwe “24 dagenregel”. De circulaire van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit (AAFisc Nr 22/2015 (NR Ci.700.520) van 1/6/2015)) kan worden geraadpleegd op de website van de FOD Financiën (Fisconet plus).

Artikel II (inwerkingtreding en retroactieve uitwerking)

Het Avenant zal in werking treden zodra elke Staat de andere Staat in kennis heeft gesteld van de voltooiing van de vereiste interne procedures. De bepalingen ervan zijn van toepassing vanaf 1 januari 2015. Het Avenant bevestigt immers de bepalingen die werden opgenomen in het kader van de regeling in onderlinge overeenstemming van 16 maart 2015 (cf. Punt A. hierboven - Politieke en economische context), die in werking is getreden op de dag van de ondertekening ervan en die van toepassing is op de lonen, salarissen en andere beloningen van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari 2015.

X

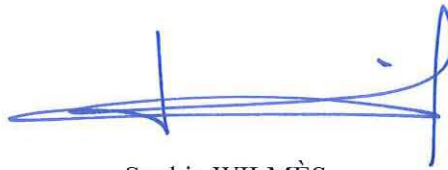
X

X

De Regering is van oordeel dat het pakket maatregelen die werden aangenomen door de ondertekening van de regeling van 16 maart 2015, waarvan dit Avenant dat aan uw instemming wordt voorgelegd zowel een direct gevolg als een essentieel bestanddeel vormt, evenwichtige oplossingen bevat voor de beide overeenkomstsluitende Staten en voor de Belgisch-Luxemburgse grensarbeiders.

De Regering stelt u bijgevolg voor met dit Avenant in te stemmen opdat het zo spoedig mogelijk in werking zou kunnen treden.

De minister van Buitenlandse Zaken,



Sophie WILMÈS

De minister van Financiën,



Vincent VAN PETEGHEM

AVENANT

A

LA CONVENTION

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS

ET DE REGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS

EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE,

ET LE PROTOCOLE FINAL Y RELATIF,

SIGNÉS À LUXEMBOURG LE 17 SEPTEMBRE 1970,

TELS QUE MODIFIÉS PAR LES AVENANTS DU

11 DÉCEMBRE 2002 ET DU 16 JUILLET 2009

**AVENANT
A
LA CONVENTION
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
EN VUE D'EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS
ET DE REGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE,
ET LE PROTOCOLE FINAL Y RELATIF,
SIGNES A LUXEMBOURG LE 17 SEPTEMBRE 1970,
TELS QUE MODIFIES PAR LES AVENANTS DU
11 DECEMBRE 2002 ET DU 16 JUILLET 2009**

LE ROYAUME DE BELGIQUE

et

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,

DESIREUX de modifier la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009, ci-après dénommés "la Convention",

SONT CONVENUS des dispositions suivantes:

ARTICLE I

Le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit :

«§ 8. Professions dépendantes

1° Ad article 15, §§ 1 et 2

Il est entendu que la répartition du pouvoir d'imposition entre les deux Etats contractants s'effectue selon les principes figurant dans les commentaires sur l'article 15 du Modèle de convention fiscale de l'O.C.D.E. Il en résulte notamment, qu'au sens de l'article 15, §§ 1 et 2 de la présente Convention, un emploi salarié est exercé dans l'autre Etat contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre Etat, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer cette activité.

2° Ad article 15, §1

Par dérogation au point 1°, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat contractant durant toute la période imposable. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants avec un Etat tiers permet à cet Etat tiers d'imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l'emploi exercé dans cet Etat tiers.»

ARTICLE II

Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Avenant à la Convention. L'Avenant à la Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications, et sera applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1er janvier 2015.

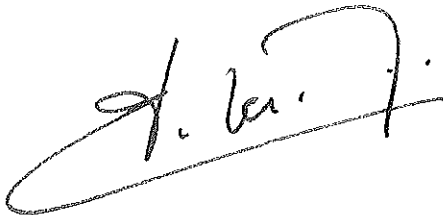
ARTICLE III

Le présent Avenant, qui fera partie intégrante de la Convention, demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention elle-même.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT à Bruxelles, le 5 décembre 2017 en double exemplaire en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

**POUR LE ROYAUME
DE BELGIQUE**



Johan VAN OVERTVELDT
Ministre des Finances

**POUR LE GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG**



Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances

AVENANT
BIJ
DE OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIE
EN
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING
EN TOT REGELING VAN SOMMIGE ANDERE AANGELEGENHEDEN
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN NAAR HET VERMOGEN,
EN HET DESBETREFFENDE SLOTPROTOCOL,
ONDERTEKEND TE LUXEMBURG OP 17 SEPTEMBER 1970
ZOALS GEWIJZIGD DOOR DE AVENANTEN VAN
11 DECEMBER 2002 EN VAN 16 JULI 2009

**AVENANT
BIJ
DE OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIE
EN
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING
EN TOT REGELING VAN SOMMIGE ANDERE AANGELEGENHEDEN
INZAKE BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN NAAR HET VERMOGEN,
EN HET DESBETREFFENDE SLOTPROTOCOL,
ONDERTEKEND TE LUXEMBURG OP 17 SEPTEMBER 1970
ZOALS GEWIJZIGD DOOR DE AVENANTEN VAN
11 DECEMBER 2002 EN VAN 16 JULI 2009**

HET KONINKRIJK BELGIË

en

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

WENSENDE de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002 en van 16 juli 2009 (hierna "de Overeenkomst") te wijzigen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL I

Paragraaf 8 van het Slotprotocol van de Overeenkomst wordt opgeheven en vervangen door de volgende paragraaf:

" § 8. Niet-zelfstandige beroepen

1° Ad artikel 15, §§ 1 en 2

Er is overeengekomen dat de verdeling van de heffingsbevoegdheid tussen de twee overeenkomstsluitende Staten gebeurt volgens de beginselen die zijn uiteengezet in de commentaar bij artikel 15 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. Daaruit volgt meer bepaald dat, voor de toepassing van artikel 15, §§ 1 en 2 van de huidige Overeenkomst, een dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefend wordt wanneer de werkzaamheid uit hoofde waarvan de lonen, salarissen en andere beloningen betaald worden daadwerkelijk in die andere Staat uitgeoefend wordt, dit wil zeggen, wanneer de werknemer fysiek aanwezig is in die andere Staat om aldaar die werkzaamheid uit te oefenen.

2° Ad artikel 15, § 1.

In afwijking van punt 1°, wordt een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, die een dienstbetrekking uitoefent in de andere overeenkomstsluitende Staat, en die in de loop van een belastbaar tijdperk fysiek aanwezig is in eerstgenoemde Staat en/of in een derde Staat om aldaar een dienstbetrekking uit te oefenen gedurende een tijdvak of tijdvakken die een totaal van 24 werkdagen niet te boven gaan, geacht zijn dienstbetrekking daadwerkelijk in de andere overeenkomstsluitende Staat uit te oefenen gedurende het gehele belastbare tijdperk. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer een overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting, die door een van de overeenkomstsluitende Staten met een derde Staat gesloten werd, die derde Staat in de mogelijkheid stelt om de beloningen te belasten die de inwoner ontvangt ter zake van de in die derde Staat uitgeoefende dienstbetrekking."

ARTIKEL II

Elk van de overeenkomstsluitende Staten stelt de andere overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg in kennis van de voltooiing van de procedures die door zijn wetgeving voor de inwerkingtreding van dit Avenant bij de Overeenkomst is vereist. Het Avenant bij de Overeenkomst zal in werking treden op de datum van ontvangst van de laatste van deze kennisgevingen en het zal van toepassing zijn op de lonen, salarissen en andere beloningen die behoren tot belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari 2015.

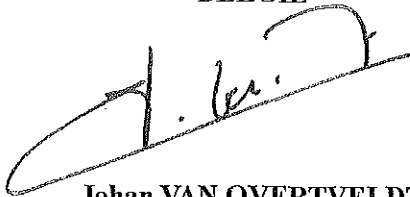
ARTIKEL III

Dit Avenant, dat een integrerend deel uitmaakt van de Overeenkomst, zal van kracht blijven zolang de Overeenkomst zelf van kracht blijft.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, dit Avenant hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Brussel, op 5 december 2017, in de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de twee talen gelijkelijk authentiek.

**VOOR HET KONINKRIJK
BELGIË**



Johan VAN OVERTVELDT
Minister van Financiën

**VOOR HET GROOTHERTOGDOM
LUXEMBURG**



Pierre GRAMEGNA
Minister van Financiën